

Vassílis Vassilikós

La dimension sociale de la crise du Covid-19 n'a pas été prise en compte,  
*Libération*, 7 juillet 2020. Propos recueillis par Fabien Perrier

---

🔴 [liberation.fr/planete/2020/07/07/grece-la-dimension-sociale-de-la-crise-du-covid-19-n-a-pas-ete-prise-en-compte](https://liberation.fr/planete/2020/07/07/grece-la-dimension-sociale-de-la-crise-du-covid-19-n-a-pas-ete-prise-en-compte) 1793460

7 juillet 2020



Vassílis Vassilikós est l'un des écrivains grecs les plus connus. Son livre *Z* a servi de base au scénario du film de Costa-Gavras. Né en 1934, il a traversé les périodes les plus dramatiques de l'histoire de son pays (guerre civile, dictature des colonels, ou encore crise économique) et a toujours été un observateur de la vie politique. En 2019, il franchit un pas supplémentaire lorsqu'il devient député sous les couleurs de Syriza, le parti de la gauche dirigé par Aléxis Tsípras. Après avoir perdu les élections européennes, régionales et municipales en mai 2019, Tsípras convoque des élections anticipées. Il y a tout juste un an, le 7 juillet 2019, Syriza perdait ces élections anticipées et cédait la place au parti conservateur de droite Nouvelle Démocratie (ND).

Quel regard portez-vous sur la première année de ce gouvernement ?

Il y a une volonté de retour à un «ordre moral». Le Premier ministre, Kyriákos Mitsotákis, est un libéral sur le plan économique, mais c'est un vernis pour imposer, de façon autoritaire, une politique très conservatrice sur les questions de société. Son programme économique repose sur les privatisations, y compris des universités et des écoles. D'ailleurs, dans ce gouvernement, certains ministres et conseillers sont d'anciens dirigeants d'entreprises. Au gouvernement, ces derniers cherchent à défendre leurs intérêts. Pendant le confinement, ils ont débloqué 20 millions d'euros à la presse écrite,

à Internet et à la télévision, autant de médias avec lesquels ils ont des liens d'intérêt. Et tout ça sans la moindre transparence. Nous avons beau réclamer des comptes, en vain. Récemment, le gouvernement a fait voter une loi qui criminalise les manifestations publiques. Etant donné que ce gouvernement dispose de la majorité absolue à la Vouli [*le Parlement grec, ndlr*], l'opposition a du mal à se faire entendre. Bref, il y a un retour d'une politique qui mêle néolibéralisme et autoritarisme.

Pourtant face à la crise du Covid-19, la Grèce a présenté des résultats meilleurs que le reste de l'Union européenne. Est-ce dû à la bonne gestion de Kyriakos Mitsotakis ?

C'est dû aux hôpitaux publics qui ont réagi très vite. Pourtant, depuis un an, le nouveau gouvernement fait tout pour affaiblir le système hospitalier public. Même si ce sont les hôpitaux publics qui ont livré la bataille contre le Covid-19, ce sont les cliniques privées qui ont tiré profit de la situation au début. Elles ont obtenu des financements de l'Etat. Et puis, la dimension sociale de la crise n'a pas été prise en compte. Les travailleurs qui ont perdu leur emploi à cause du coronavirus ont obtenu une indemnité de 800 euros pour quarante-cinq jours. Qui peut vivre avec cette somme ? Le plus dur est encore à venir. A l'automne, le pays risque de plonger dans une crise sans précédent : la Banque de Grèce prévoit même une baisse de 9% à 15% du PIB !

A lire aussi [Après avoir pris des «mesures drastiques très tôt», la Grèce résiste au Covid-19](#)

Pourquoi avez-vous qualifié de réactionnaires certaines lois récemment promulguées ?

Parce que ce sont des lois qui touchent, notamment, à l'enseignement. Ainsi, la sociologie est supprimée des programmes scolaires. Les arts ne seront plus enseignés sauf en primaire. L'enseignement de la religion est renforcé. C'est totalement anachronique. Le gouvernement a aussi voulu imposer l'apprentissage de l'anglais avant 6 ans, comme seconde langue obligatoire. Syriza s'est battu contre cette loi et a relayé l'opposition des enseignants.

Vous dénoncez aussi cette loi relative aux manifestations publiques...

Cette loi est un simple copier-coller de celle de 1971, adoptée en pleine dictature des colonels (1967-1974). D'ailleurs, un quotidien, le *Journal des rédacteurs*, l'a bien montré en publiant en parallèle le texte actuel et celui de 1971. Jusqu'alors, en Grèce, une manifestation pouvait avoir lieu sauf si elle était interdite; désormais, manifester est interdit, sauf s'il y a eu une demande préalable d'autorisation. Un policier sera responsable de l'encadrement de chaque manifestation. Parallèlement, un organisateur de la manifestation sera nommé personnellement : il sera responsable pénalement de l'événement. Il faudrait donc désormais manifester guidé par la police ! C'est scandaleux. En Grèce, la police a un passé violent. Ce genre de loi ravive le souvenir d'une Grèce autoritaire et divisée, comme elle l'était pendant la guerre civile ou la dictature des colonels.

Vous semblez inquiet...

Depuis 2008, la Grèce traverse une période vraiment difficile et les Grecs ne vivent plus comme avant. Pourtant en 2015, pour la première fois dans l'histoire du pays, la gauche est arrivée au gouvernement avec Syriza. Il n'y avait plus un sou dans les caisses de l'Etat. Lorsqu'il quitte le pouvoir, le gouvernement de gauche laisse une réserve de 37 milliards d'euros. Alexis Tsípras avait pris la décision de ne pas sortir le pays de la zone euro comme le voulait, à l'époque, le ministre allemand des Finances, Wolfgang Schäuble. C'eût été une catastrophe pour le pays. Il a préféré faire un compromis. Il a soutenu les plus défavorisés et les classes moyennes. C'est de nouveau ce qu'il faudrait faire. Mais l'actuel gouvernement de Kyriákos Mitsotákis laisse la classe moyenne sans protection.

Fabien Perrier